Rapport économique 2025
LIBAN

Juillet 2025

Executive Summary

Alors que la profonde crise que traversait le Liban depuis 2019 avait dévasté l'économie du pays, divisant le PIB en deux, la guerre avec Israël entre octobre 2023 et novembre 2024 a encore plus plombé l'économie du pays – avec une contraction du PIB de plus de 7% en 2024 – et causé d'importantes destructions estimées à la moitié du PIB. Début 2025, une conjonction de facteurs a permis le début d'une reprise économique : un cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah (même si des bombardements israéliens réguliers continuent), un nouveau Président et Premier Ministre après des années de vide institutionnel et qui affichent une volonté de réformes, une nouvelle bien que fragile dynamique en Syrie et la levée des sanctions qui pourrait ouvrir des opportunités à l'économie libanaise et aux entreprises suisses. Pour que cette reprise se poursuive et que le contexte soit durablement plus favorable aux entreprises suisses, il faudra que le nouveau gouvernement et le Parlement adoptent des réformes, surtout des réformes financières et bancaires manquantes, ce qui ouvrirait la porte à un accord avec le FMI et ainsi un regain de confiance, et des contributions internationales pour la reconstruction du pays. Mais les résistances à ces réformes sont grandes et le pays reste miné par de graves problèmes structurels, notamment une corruption endémique, nourri notamment par une économie basée sur le cash qui reste vulnérable ne pas seulement à la corruption mais aussi au blanchiment d'argent (ce qui a valu au Liban d'être placé sur la liste grise du GAFI et sur la liste de l'UE des pays à haut risque en matière de blanchiment d'argent). Des difficultés concrètes se posent en outre en raison des contrôles de facto sur les mouvements de capitaux, de la grande incertitude en matière de sécurité juridique, du niveau très bas des dépenses publiques, de l'érosion de l'administration, de la baisse du pouvoir d'achat et de la médiocrité des infrastructures (notamment l'approvisionnement électrique insuffisant et cher).

Bourj Al-Ghazal, 14ème
Ave. Fouad Chehab
Achrafieh, Beyrouth, Liban
Téléphone: +961 1 324 129, Fax: +961 1 324 167
beirut@eda.admin.ch, www.eda.admin.ch/beirut

TABLE DES MATIÈRES

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE 3
2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES 5
3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE 7
3.1 Politique et priorités du Liban 7
3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) 8
4 COMMERCE EXTÉRIEUR 9
4.1 Evolution et perspectives générales 9
4.1.1 Commerce de marchandises 9
4.1.2 *Commerce de services* 10
4.2 Commerce bilatéral 10
4.2.1 Commerce de marchandises 10
4.2.2 Commerce de services 11
5 INVESTISSEMENTS DIRECTS 12
5.1 Evolution et perspectives générales 12
5.2 Investissements bilatéraux 12
6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE 13
6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse 13
6.2 Intérêt du Liban pour la Suisse 13
ANNEXE 1 – Structure de l'économie 14
ANNEXE 2 – Principales données économiques 15
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux 16
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux 18
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs 20

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La guerre de 13 mois qu'a connu le Liban entre octobre 2023 et novembre 2024 a causé des dommages importants à l'économie libanaise, alors que le pays traversait déjà l'une des plus graves crises de son histoire. Les coûts des dégâts matériels et des retombées directes et indirectes sur l'économie sont estimés à la moitié du PIB, entraînant des pressions sur l'ensemble des secteurs économiques en 2024[1].

En conséquence, le Liban a connu en 2024 une contraction du PIB réel de 7,1 % à 7,5 % (selon la Banque mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) respectivement), alors que la BM estime que la croissance aurait été de 0,9 % du PIB en l'absence de conflit.[2] Cette contraction, qui s'ajoute à la récession économique multiforme du pays, porte la baisse cumulée du PIB depuis 2019 à près de 40 %.[2,3] Le FMI estime le PIB de 2024 à $28,3 milliards, soit un PIB par habitant de $5'282 (il s'élevait à $8'808 avant la crise de 2019). Il convient de relever que l'économie souterraine au Liban constitue 19,6 % du PIB en 2023, équivalent à $4,6 milliards (estimation du FMI). Sa taille a augmenté de 4,5 % du PIB depuis 2013.[4]

Les développements politiques positifs du début de l'année 2025, avec notamment le déblocage de l'impasse institutionnelle dans l'exécutif (élections présidentielles, désignation du premier ministre, formation d'un cabinet d'experts qualifiés) laissent présager des répercussions macroéconomiques positives pour cette année. Cette percée politique s'est également traduite sur les marchés financiers. Les investisseurs étrangers, notamment de pays arabes, ont réévalué leur position vis-à-vis du Liban et exprimé leur volonté d'y investir.[5] Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, le PIB réel du Liban devrait croître de 4,7 % et atteindre $30 milliards en 2025, soutenu par les progrès attendus en matière de réformes, la reprise du tourisme et de la consommation et des entrées de capitaux.[6]

Si la conjoncture s'annonce plus positive en 2025, les graves problèmes structurels du Liban demeurent[3] : une structure économique dysfonctionnelle, le déficit des transactions courantes, la médiocrité des investissements publics, l'effondrement des prestations des services publics, l'économie souterraine et une corruption endémique, nourri notamment par la prédominance du cash dans l'économie.[7] Les réformes, notamment celles requises pour un accord avec le FMI, commencent à peine à être entérinées.

Le Liban a enregistré un quasi-équilibre de ses finances publiques en 2024. Les recettes publiques totales se sont élevées à $4,65 milliards (16,4 % du PIB), tandis que les dépenses publiques totales ont atteint $4,55 milliards (16,1 % du PIB).[6] Le budget 2025 vise aussi un équilibre budgétaire, avec des recettes et des dépenses estimées à 15,9 % du PIB. Cependant, comme le budget a été préparé avant l'escalade du conflit, il ne reflète pas les réalités post-conflit. Bien que l'on s'attende à une légère augmentation des dépenses publiques consacrées aux services essentiels en 2025, l'Etat a peu de marge pour des dépenses supplémentaires pourtant nécessaires, comme l'entretien des infrastructures et le financement de la reconstruction.[3] Ceci compromettra la croissance future.[3] D'autre part, il y a une importante évasion fiscale au Liban. Un rapport de la Banque Audi datant déjà de 2017 estimait que l'évasion fiscale s'élevait alors à environ 5 milliards de dollars, soit 10 % du PIB de l'époque. Cette proportion n'a guère diminué avec la crise et l'avènement de la « cash economy ».[8]

[1] Rapport économique Liban, Banque Audi – T4 2024, publié le 16.01.2025
[2] Rapport de la BM publié en mars 2025 ou Évaluation rapide des dommages et des besoins au Liban (RDNA) 2025
[3] Communiqué de presse - rapport LEM de la BM publié le 19.06.2025 - L'édition du printemps 2025 intitulée « Turning the Tide? » (Renverser la tendance ?)
[4] Enquête d'Ernst & Young -2025 sur l'économie souterraine dans 131 pays- LebanonThisWeek #867, 2-7 juin 2025, p.4.
[5] Rapport économique Liban, Banque Audi - T1 2025, publié le 23.04.2025 pdf
[6] Perspectives économiques mondiales publiées par le FMI fin avril–annexe 2.pdf ou IMF/world-economic-outlook-april-2025 et publication hebdomadaire (Lebanon weekly monitor) Bank Audi, semaine 18, du 28 avril au 4 mai p.2
[7] FMI Art.IV Consultation
[8] Article de l'orientlejour du 13 mai 2025

Les transferts de fonds des expatriés vers le Liban ont totalisé $6.9 milliards en 2024, l'équivalent de 24,2% du PIB, 5,8% de plus qu'en 2023 et en hausse pour la 3ème année consécutive.[9] Ils sont la plus grande source de flux de ressources extérieures, dépassant la somme des investissements directs étrangers et de l'aide publique au développement. Ils resteront essentiels à court et à moyen terme, d'autant plus que le déficit de la balance courante suscite des inquiétudes, alors que le pays dépend grandement des importations de pétrole. En 2024, les envois de fonds ont ainsi couvert environ 55 % du déficit commercial. Toutefois, ces chiffres ne tient pas pleinement compte des flux entrants via les circuits informels et sous-estime probablement le volume réel des envois de fonds. En conséquence, une part importante du déficit extérieur du Liban est susceptible d'être financée par des envois de fonds non enregistrés.[10]

L'année 2024 a été marquée par un taux de change stable, soutenu par le quasi-équilibre des comptes extérieurs et budgétaires, dans un contexte de légers excédents nets de la balance des paiements et des finances publiques.[6] La hausse de la demande pour la livre libanaise et la stabilité soutenue de la monnaie ont marqué le premier trimestre de 2025 tandis que la Banque du Liban (BdL) a réussi à augmenter régulièrement ses réserves en devises étrangères. Malgré une perte de $530 millions durant le dernier trimestre de 2024 (en raison de la guerre)[5], la BdL a augmenté ses actifs nets en devises étrangères de $5.7 milliards de 2023 à 2024.[11] Les réserves en devises étrangères ont continué d'augmenter début 2025 pour atteindre $11.06 milliards en avril 2025 ($936 millions de plus que fin 2024).[12] Quant aux réserves d'or de la BdL, en hausse, leur valeur atteint les $29.7 milliards mi-avril 2025 (portée par la hausse des prix internationaux de l'or). La balance des paiements a enregistré un large excédent de $6,4 milliards en 2024, attribué à la hausse des avoirs extérieurs de la BdL.[13]

Parallèlement, l'inflation a été contenue puisqu'elle est estimée à 18 % fin 2024 selon le FMI[6] contre 204 % en 2023.[1] A noter que les chiffres de l'administration centrale des statistiques du Liban estiment le taux d'inflation annuel en 2024 à 45 %.[14] Une forte insécurité alimentaire touche les groupes vulnérables, soit environ 591'000 Libanais (15 % des ménages libanais).[15] Un défi supplémentaire pour le secteur privé est le coût important de l'électricité qui menace la continuité des activités, l'emploi et la compétitivité.[16] Le Liban se classe au bas du dernier rapport sur l'indice mondial de vulnérabilité énergétique (manque de ressources énergétiques et faible efficacité énergétique).[17] Sur une note plus positive, le Liban a progressé dans l'indice de développement humain (IDH) se classant à la 102ème place sur 193 pays en 2025, alors qu'il se classait à la 109ème place en 2024 après une baisse pour la troisième année consécutive.[18]. Le Liban s'est dégradé de 33 places dans le classement mondial par rapport à 2015.

Tout futur soulagement des conditions économiques du Liban dépendra de la restauration des conditions de sécurité et de la mise en œuvre d'un ensemble de réformes qui aideraient à attirer les entrées de devises étrangères, à restaurer la confiance et à regagner la crédibilité.[19] Jean-Christophe Carret, directeur de la division Moyen-Orient de la BM, a déclaré: « En donnant la priorité à des mesures concrètes et à fort impact, le Liban peut s'attaquer aux problèmes critiques et s'engager sur la voie d'une reprise durable.»[3]

[9] Données de la BdL, dans LebanonThisWeek #866,26- 31 mai 2025 p.2
[10] Businessnews du 4 juin 2025 et Rapport LEM de la BM publié le 19.06.2025 p.10
[11] Byblos LebanonThisWeek #865, 19-24 mai 2025, p. 2
[12] Byblos LebanonThisWeek #863, 5-10 mai 2025, p.3.
[13] Article Libnanews, 17.02.2025
[14] Indice des Prix à la Consommation calculé pour évaluer l'inflation- Cas.gov.lb/
[15] BusinessNews du 13 juin 2025
[16] Rapport publié par Bank of America, figurant dans Lebanon Weekly Monitor, May 15 - May 21 (Week 20) , Banque Audi.
[17] Article investmentmonitor du 23.08.2023
[18] L'IDH mesure le développement économique et social selon 3 facteurs clés: longévité, éducation et niveau de vie
[19] Macro-Poverty Outlook de la BM- Liban avril 2024

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Les besoins en matière de reconstruction et de redressement à la suite du conflit qui a touché le Liban sont estimés à entre $11 et $14 milliards. Selon le rapport de la BM, les dommages aux structures physiques s'élèvent à $6,8 milliards et les pertes économiques liées à la baisse de productivité, aux recettes perdues et aux coûts d'exploitation atteignant $7,2 milliards. Le secteur du logement a été le plus durement touché, avec des dommages estimés à $4,6 milliards. Le secteur du commerce, de l'industrie et du tourisme a été fortement touché, avec des pertes estimées à $3,4 milliards dans tout le pays.[2]

La guerre au Sud-Liban (incendies et bombardements au phosphore blanc endommageant le sol, destruction de bétail et de terres en temps de récolte nécessitant plusieurs années pour réhabilitation) a porté un coup dur aux secteurs primaire et secondaire. Le secteur agricole, déjà fragile, adopte des mesures de redressement bien qu'il soit trop tard pour cette saison. La production agricole a considérablement chuté tandis que le Sud représente jusqu'à 30% de la production nationale et contribue aux exportations.[20] La destruction des biens et des infrastructures a aussi réduit considérablement les niveaux de productivité de l'activité industrielle et démoli des réseaux et des infrastructures.

Cette situation a exacerbé les facteurs nuisant préalablement à l'environnement des entreprises et des investisseurs, à savoir les infrastructures médiocres (grave pénurie de services de base tels électricité, combustibles ou eau et une connectivité peu fiable), les structures de gouvernance faibles (corruption élevée), les procédures lourdes et le système d'investissement public à réformer. Le Liban se classe à la 112ème place sur 167 dans le score de prospérité globale de 2023, indicateur révélateur de la situation précaire pour les entreprises aussi bien libanaises qu'étrangères[21].

En 2020, le Liban était classé 143/189 dans l'indice de la BM sur la facilité d'entreprendre des affaires ou « *ease of doing business* » (en baisse de 10 rangs par rapport à 2017). Les facteurs les plus problématiques à cet égard sont : l'instabilité gouvernementale, la corruption, l'infrastructure précaire, la bureaucratie gouvernementale inefficace, l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat.[22] Il faudrait ajouter l'imprévisibilité pour la planification, la faible action publique, ainsi que des difficultés concrètes telles les conditions de dédouanement complexes et une faible protection de la propriété intellectuelle. Selon le dernier rapport de Moody's, la note souveraine attribuée au Liban était la plus basse de son échelle de notation (C). Elle reflète la très grande fragilité des institutions ainsi que la vulnérabilité du pays face à des événements soudains susceptibles d'avoir un impact significatif sur la solvabilité du gouvernement.[23]

Quant aux services, ils représentent plus de 70% du PIB au Liban. Ce secteur, notamment les PME, constitue la pierre angulaire de l'économie libanaise.[24] La croissance indexée de l'emploi dans les services montre clairement l'orientation de l'économie vers les services.[25] Or, la performance du secteur tertiaire a gravement été affectée par les conditions de sécurité défavorables et la réduction des vols durant la guerre. Ce secteur, notamment le tourisme, demeure fortement élastique face à la situation sécuritaire et à l'environnement politique régional, soulignant le manque de diversification de l'économie.[1,5]

Selon les données publiées par la BdL, les recettes touristiques en 2024 ont atteint leur niveau le plus bas depuis 2021 se limitant à $4.65 milliards ou 16.4% du PIB, chutant de 16.3% de leur total de $5.56 milliards (ou 23.6% du PIB) en 2023. Les expatriés ont contribué à hauteur de 59 % au total des recettes touristiques. Les touristes irakiens représentaient la plus grande

[20] WB-MPO Lebanon Avril 2024
[21] Dans LegatumProsperityIndexLebanon2023 et LebanonProsperityCountryProfile2023
[22] Dans Global Competitiveness Index/World Economic Forum_Leb.pdf
[23] Moody's Rating, Byblos LebanonThisWeek #865, 19-24 mai 2025, pge 8
[24] Dans gov.uk/overseas-business-risk-lebanon
[25] Cf. le diagramme par type d'industrie dans investmentmonitor/beirut-allure-to-fdi-end/ juin21

part des touristes non libanais (près de 12 %). Les recettes touristiques avaient cuminé en 2019 avec un total de $8.6 milliards.[26]

Les données relatives au secteur bancaire ne sont pas disponibles. Aucune banque locale n'a déclaré faillite ni vu sa licence radiée. Pourtant, beaucoup de sociétés subsidiaires locales ou internationales ont fermé et un grand nombre d'employés dans les banques ont été licenciés. Selon la Direction générale du Trésor français, le « secteur bancaire ne pourra plus constituer le premier moteur de l'économie libanaise compte-tenu de la perte de confiance à son égard ».[27] La stratégie de restructuration des banques figure parmi les prérequis du FMI pour conclure un accord de principe avec le Liban. Le projet est encore en train d'être examiné par les commissions parlementaires.

Par ailleurs, beaucoup d'entreprises au Liban espèrent que la levée des sanctions américaines contre la Syrie liées à la loi César pourra leur être bénéfique. C'est le cas des banques libanaises, notamment grâce aux transactions qu'elles pourraient effectuer pour leurs clients qui voudraient traiter avec des acteurs économiques en Syrie. De façon plus directe, cette levée des sanctions pourrait être bénéfique aux banques libanaises présentes en Syrie à travers des filiales dans lesquelles elles détiennent des parts, et dont l'activité a considérablement été affectée par des années de guerre. Outre les banques, industriels, commerçants et entrepreneurs libanais peuvent désormais espérer profiter du potentiel économique du marché syrien, notamment en ce qui concerne l'infrastructure, l'agroalimentaire ou la construction. Cela dit, les relations bilatérales entre le Liban et la Syrie ne sont pas au beau fixe et d'autres pays de la région (notamment des pays du Golfe) pourraient d'avantage profiter d'un éventuel essor économique en Syrie, d'autant plus que les banques libanaises souffrent d'un manque de confiance. En outre, la situation en Syrie reste fragile et l'amélioration de la situation économique dépendra aussi de la stabilité du pays.

En dépit des turbulences politiques et économiques qui ont détérioré les conditions pour les entreprises suisses, en particulier pour les PME suisses, les produits suisses restent fortement convoités et importés (Cf. infra 4.2 et annexe 4). Le secteur du luxe s'est paradoxalement redressé rapidement et la demande locale pour les produits de luxe comme les montres et les bijoux s'est améliorée, en particulier ces derniers mois. Une catégorie de la population (payée en dollars) a un pouvoir d'achat élevé. Cette catégorie a un goût pour le luxe et s'offre volontiers les marques suisses.

[26] Byblos LebanonThisWeek #867, 2-7 juin 2025, p.2 et article businessnews du 20.06.2025 se basant sur le rapport de la BdL sur la balance des paiements et la position extérieure globale 2024.
[27] Note secteur-tresor.economie.gouv.fr

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du Liban

Le Liban est membre du FMI et de la BM. Depuis 1999, il est candidat à l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et un accord de libre-échange avec l'AELE est en vigueur depuis 2007.

Au niveau international, le défi principal du Liban, depuis des années, est la mise en œuvre des réformes visant à pallier les profonds problèmes structurels de l'économie libanaise. Déjà en avril 2022, le FMI avait annoncé un accord de principe avec le Liban pour une aide de $3 milliards, à condition que le pays entreprenne une série de réformes fiscales, financières et monétaires. Toutefois, trois ans après, les progrès vers ces projets de réformes sont restés modestes, pour ne pas dire inexistants. En mai 2024, le FMI déclara : « l'absence d'une stratégie crédible et financièrement viable pour le système bancaire continue d'entraver la croissance économique et la reprise des dépôts, tout en donnant lieu à une économie de plus en plus basée sur l'argent liquide et informel, avec des risques accrus d'activités illicites ». Les négociations avec le FMI ont pris une nouvelle dynamique en 2025 sous le gouvernement de Nawaf Salam. Une mission du FMI du 28 mai au 5 juin 2025 a tenu des discussions fructueuses avec les autorités libanaises au sujet d'un programme complet de réformes économiques. Les discussions devraient se poursuivre. Trois réformes principales sont demandées dans le domaine bancaire : 1) Une large abolition du secret bancaire, réforme adoptée fin avril 2025 par une confortable majorité du Parlement (après de fortes pressions internationales) ; 2) Une restructuration du secteur bancaire permettant notamment la mise en faillite de banques non solvables sans créer de choc macroéconomique : le gouvernement a adopté un projet – largement conforme aux standards internationaux – qui est discuté actuellement au Parlement ; 3) Une répartition des pertes de $85 milliards entre épargnants, Etat et banques (aucun projet de loi n'a encore été adopté). Ces réformes seront clé pour rétablir la santé du secteur financier, sortir de l'économie informelle fondée sur le cash, relancer le crédit au secteur privé et protéger au maximum les déposants.[28] Mais les résistances sont grandes, car une partie de l'élite politico-économique du pays et les grands actionnaires des banques risquent de perdre des dizaines de milliards de dollars.[29]

D'autre part, le Groupe d'action financière (GAFI) a placé le Liban sous surveillance internationale accrue le 25 octobre 2024, l'inscrivant sur la liste grise « pour diverses raisons, notamment l'expansion alarmante de la *Cash Economy* avec les risques associés de blanchiment d'argent, d'évasion fiscale et d'autres crimes financiers. Cette expansion alarmante est principalement alimentée par le retard dans la restructuration des banques. »[30] Un tel classement[31] perturbe les flux de capitaux vers le pays, les banques pouvant cesser leurs relations avec certains clients à haut risque afin de réduire les coûts de mise en conformité. Toutefois, l'effondrement financier au Liban avait déjà fortement limité les transactions bancaires et de nombreuses institutions avaient coupé depuis des années leurs liens avec le pays.[32]

C'est ensuite l'Union européenne qui a annoncé l'ajout du Liban à sa liste des pays à haut risque en matière de blanchiment d'argent le 11 juin 2025, ce qui signifie que les institutions financières opérant dans l'UE devront appliquer des mesures de diligence renforcées lorsqu'elles traitent avec des entités et des personnes physiques au Liban.[33]

Durant une conférence visant à attirer les investissements le 10 juin 2025, le premier ministre Nawaf Salam, a exposé les 8 piliers du plan d'action de son gouvernement. Les principaux chantiers étant, d'abord, le rétablissement de la confiance et de la crédibilité du secteur financier, les efforts se concentrant sur la lutte contre l'économie parallèle, la réintégration du pays dans le système bancaire international et un engagement avec le FMI et le reste des

[28] Déclaration de fin de mission du FMI le 5 juin 2025
[29] *DIWAN Ishac,* "The New Debt Crisis of the Middle East: Political Economy to the Rescue?",13.06.2023 /carnegie-mec.org/
[30] Article Orient Le Jour du 26.04.2024 et Article du 25.10.2024 lorientlejour
[31] Article ArabNews du 29.05.2023 et reuters du 23.06
[32] Article dans L'Orient du Jour du 23.05.2023.
[33] Businessnews 11 juin 2025 et Reuters du 10 juin 2025

créanciers. Ensuite, la revitalisation des secteurs économiques et la réorganisation du secteur public. Un troisième pilier est la modernisation de la gouvernance grâce à la transformation numérique afin de rétablir la confiance et d'optimiser les services de l'État.

Le Liban, qui a fait défaut sur sa dette souveraine en mars 2020, n'a depuis engagé aucun dialogue sérieux de restructuration avec ses créanciers. En janvier 2025, la période de prescription des titres a été prolongée jusqu'en mars 2028, tandis que les obligations libanaises en souffrance se négocient désormais à 17 cents pour un dollar.[34]

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

La conjoncture économique a affecté les activités économiques et l'emploi, minant sévèrement la demande. Les ménages sont confrontés à une perte importante de leur pouvoir d'achat depuis le début de la crise financière et économique, notamment en raison de l'inflation galopante. La majorité des gens réduisent leurs dépenses et achètent les produits essentiels, choisissant les plus abordables[35], alors que les produits suisses sont comparativement plus chers. A l'inverse, le secteur du luxe continue de prospérer, offrant des opportunités aux entreprises suisses actives dans le secteur (voir chapitre 2).

[34] Article de lorientlejour du12.06.2025
[35] Rapport pauvreté de la BM publié le 23.05.2024

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Le Liban continue donc d'enregistrer un déficit important de son compte courant (le bilan des comptes courants comprend la balance commerciale des marchandises, celles des services – incluant transport, tourisme et assurances – ainsi que les flux entrants d'envois de fonds, les revenus d'investissements et les transferts gouvernementaux). Selon les dernières données de la banque centrale, le déficit des comptes courants en 2024 était en baisse de 5.4% par rapport au déficit de $5,88 milliards de 2023.[11] Il s'est ainsi établi à 5,1 milliards de dollars en 2024, soit 18,2 % du PIB. Cette réduction a contribué à générer un excédent de la balance des paiements.[36]

Ce déficit est principalement dû à un déficit commercial des biens, qui historiquement, a été partiellement compensé par un excédent commercial des services. Cependant, la baisse des recettes touristiques due au conflit a entraîné un déficit des échanges de services de -3,3 % du PIB en 2024. A noter que la faiblesse historique des données de la balance des paiements et la prévalence d'une économie monétaire largement dollarisée sont susceptibles de fausser les estimations officielles du déficit du compte courant.[37]

Quant au premier trimestre de 2025, selon les données récemment publiées par le Haut Conseil des douanes, le commerce extérieur du Liban a considérablement augmenté en comparaison avec la même période en 2024 du fait d'une légère reprise de l'activité commerciale et des développements politiques se reflétant positivement sur l'économie.[38]

Nombreux sont ceux qui affirment que le Liban importe et finance certains produits pour deux pays. Malgré le manque de données fiables, il semble effectivement qu'il y ait un trafic illégal notable de diverses marchandises vers la Syrie, notamment des produits médicaux, qui sont toujours subventionnés au Liban (et donc moins chers qu'en Syrie).[39]

Les relations entre le Liban et certains pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) commencent à s'améliorer, après des années de tensions diplomatiques, notamment liées à l'influence du Hezbollah au Liban ainsi que son intervention en Syrie depuis 2014. Le président de la république a d'ailleurs effectué sa première visite officielle à l'étranger en Arabie saoudite et s'est récemment rendu aux Émirats arabes unis, au Qatar et au Koweït.

L'Arabie saoudite est le seul pays qui continue d'imposer un embargo sur les importations libanaises notamment les produits agricoles, suspendues depuis 2021 en raison de tentatives de faire passer de la drogue – notamment du Captagon – dans le Golfe. À partir de 2022, les exportations vers l'Arabie saoudite sont presque inexistantes et passent à moins d'un million de dollars par an selon les données douanières, alors que l'Arabie saoudite représentait le troisième marché d'exportations du Liban en 2020.[40]

4.1.1 Commerce de marchandises

Le Liban enregistre un important déficit commercial annuel. En tant qu'importateur de pétrole, le Liban dépend fortement de cette ressource pour la production d'électricité, les transports et d'autres besoins essentiels. Entre 2022 et 2024, le pétrole et ses dérivés ont représenté en moyenne 27 % de la facture d'importation du pays.[3]

Les importations ont totalisé 16,9 milliards de dollars en 2024, soit une baisse de 3,6 % par rapport à 2023, tandis que les exportations totales ont atteint 2,7 milliards de dollars, en baisse de 9,6 % par rapport à 2023. Ainsi, le déficit commercial s'est réduit de 2,3 % pour s'établir

[36] Perspectives économiques mondiales publiées par le FMI avril–annexe 2.pdf ou IMF/world-economic-outlook-april-2025
[37] Indicators WB April2025 et Macro Poverty Outlook by WB April 2025
[38] Bank Audi Group-Lebanon Weekly Monitor,week 20,12-18May
[39] Infos non appuyées par des données cependant largement dans la presse et confirmées oralement dans la présentation du rapport de la BM et mentionnée dans rapport LEM de la BM de 2024
[40] Selon la douane dans article L'orient-le-jour du 5 mars 2025 et Article lorientlejour du19 mai 2025

à 14,2 milliards de dollars en 2024. Ce déficit représente l'équivalent de 50% du PIB. A noter qu'il y a des disparités significatives entre les différentes sources (administration douanière, BdL et FMI). Selon le FMI, la contraction du commerce extérieur résulte des répercussions de la guerre sur la consommation au Liban ainsi que sur l'appareil productif du pays.[35]

L'exportation des bijoux (21.1% du total) a enregistré la plus forte contraction (4.3%) de l'année 2024. En revanche, l'exportation des produits alimentaires a affiché la plus grande hausse (2.7%).[5] Les Emirats Arabes Unis demeurent le 1er destinataire des exportations libanaises, suivie de l'Iraq qui a supplanté la Turquie, désormais en 3ème place. Le total des exportations vers l'Égypte a considérablement augmenté.

Les importations les plus importantes sont les produits minéraux, qui ont connu une augmentation de 14,9% par rapport à 2023, suivis de la joaillerie en baisse de 21,9%. La Chine occupe la première place pour les importations vers le Liban tout comme l'année précédente avec 11.1%, suivie de la Grèce (qui a pris la place de la Suisse en 2024), la Turquie et l'Egypte.[37] Les importations depuis les États-Unis d'Amérique ont considérablement été réduites. En tant que bloc, l'UE reste en 2024, avec $5,32 milliards, le premier partenaire d'importations vers le Liban. (voir aussi annexe 3)

Au premier trimestre de 2025, selon les données récemment publiées par la Douane, le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 5.6% pour atteindre $3.4 milliards, l'équivalent d'environ 41% du PIB libanais sur cette période. Les importations ont atteint $4.4 milliards, augmentant de 10.1% par rapport à la même période en 2024, Tandis que les exportations libanaises ont bondi de 30% atteignant $957 millions. Les bijoux, principale catégorie exportée (43.3% du total), ont fortement contribué à cette hausse avec une envolée de +120%, totalisant $414 millions au premier trimestre 2025. La 2ème catégorie, celle des métaux et produits métalliques (14.7% du total), ont augmenté de 16.5%. Les produits alimentaires constituent 10.3% du total et ont enregistré une baisse de 10.8% au premier trimestre 2025. Outre la Suisse (voir chapitre 4.2), d'autres marchés ont vu les exportations du Liban progresser : Qatar +44.4%, États-Unis +24%, Syrie +62%.[41]

4.1.2 *Commerce de services*

Les données nationales sur le commerce des services ne sont pas disponibles.

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

Après avoir été le troisième partenaire commercial de la Suisse au Moyen-Orient (après les EAU et l'Arabie saoudite, juste devant Israël), le Liban est devenu son 5ème partenaire commercial, avec une valeur des échanges commerciaux qui a diminué de 1.7 Mrd CHF en 2023 à 1 Mrd CHF en 2024 (cf. annexe 4).

En comparaison avec 2023, les exportations suisses au Liban ont considérablement décru (-42%, valeur totale de 0.883 Mrd CHF). En parallèle, les importations depuis le Liban ont chuté (-20%, valeur totale de 0.13 Mrd CHF). A l'instar de 2023, le commerce d'or constitue l'immense majorité du commerce bilatéral entre les deux pays (0.8 Mrd, 81% des exportation suisses et 78% des importations).

Hormis l'or, la Suisse exporte principalement au Liban des produits de l'horlogerie, soit 8.7% (environ le double par rapport à 2023) et de l'industrie pharmaceutique (7%, l'exportation de ce bien a presque doublé par rapport à 2023). La Suisse bénéficie d'une bonne réputation et d'une grande confiance dans la qualité de ses produits sur le marché libanais. 94.6% des importations suisses du Liban sont des pierres précieuses, métaux, horlogeries et bijoux en 2024, tout comme c'était le cas en 2023.

[41] Article icibeyrouth du 24 mai 2025

Le luxe reste un secteur qui, paradoxalement, continue de bien fonctionner au Liban malgré la crise financière. L'ambassade a noté depuis 2024 une légère reprise d'intérêt de la part de moyennes entreprises qui cherchent des débouchés au Liban.

Selon la perspective libanaise, la Suisse est devenue le 6ème pays destinataire des exportations libanaises en 2024 pour $117 millions en recul de 19% par rapport à 2023. La Suisse est le 3ème pays exportateur vers le Liban en 2024 pour un total de $1.111 milliards en déclin de 37% par rapport à 2023 (cf. annexe 3).[42]

Quant au premier trimestre 2025, la Suisse, premier pays destinataire, a absorbé près de 29% des exportations libanaises. Les envois vers la Suisse ont été multipliés par 8, passant de $33 millions de janvier à mars 2024 à $277 millions sur la même période en 2025. [40]

4.2.2 Commerce de services

Il n'existe pas de statistiques sur le commerce bilatéral des services.

[42] Selon la douane libanaise

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Au cours des dernières années, les importants flux d'investissements de ce qui était l'une des principales sources de capitaux du Liban, à savoir les pays du Conseil de Coopération du Golfe, se sont pratiquement arrêtés.

En 2024, selon les chiffres de la BdL, les flux d'investissements directs étrangers ont augmenté de 72.6% atteignant $1.84 milliards, contre $1.07 milliards en 2023. Les sorties d'investissements ont également augmenté de $121.1 millions en 2023 à $390.7 millions en 2024 d'où un flux net de $1.45 milliards en 2024 marquant une augmentation de de 53.4% par rapport à 2023. Cette hausse des flux entrants est surtout attribuée à l'acquisition d'immobiliers par les non-résidents. (cf. annexe 5)[43]

Dans son dernier rapport, la CNUCED révèle la forte détérioration du stock de capitaux étrangers au Liban, chutant à $273 millions de dollars[44] en 2021, contre $1.30 milliards en 2020, $1.36 milliards en 2019 et $2.65 milliards en 2018.

Pour ce qui est du type de ces IDE, il est utile de noter qu'à l'instar de la dépendance du Liban à l'égard des envois de fonds, les IDE sont très souvent effectués par la large diaspora libanaise (plus nombreuse que la population nationale). De plus, environ 95% de l'ensemble des IDE ont pris la forme de fusions-acquisitions, ce qui signifie qu'il y a très peu d'IDE de création/d'expansion, la forme d'investissement étranger la plus productive et la plus créatrice d'emplois.[45] Selon la CNUCED, les investissements directs étrangers dans de nouveaux projets (*Greenfield FDI*) au Liban ont totalisé 11,5 millions de dollars en 2022, avant d'augmenter à 15,3 millions de dollars (0,07 % du PIB) en 2023, puis de chuter de 77,8 % pour ne dépasser les 3,4 millions de dollars (soit 0,012 % du PIB) en 2024, soit le ratio le plus bas parmi les pays arabes.[46]

Si on examine la liste des pays investissant au Liban en 2022, on note que le Luxembourg reste en tête de ces pays bien que ses investissements aient décru encore pour la seconde fois, suivi par la France qui a supplanté les EAU en 2ème position. En effet, la France a presque triplé ses investissements en 2022. Les Etats-Unis d'Amérique et la Libye ont augmenté leurs investissements. L'Egypte, la Jordanie et les Iles vierges américaines les ont légèrement réduit. Malte n'avait pas d'investissements directs au Liban auparavant et occupe la 10ème position en 2022 avec $109 millions. (Cf. annexe 5)

5.2 Investissements bilatéraux

En 2022, la Suisse prend la 19ème position en termes d'investissements directs au Liban avec un total de $14 millions. Les principaux secteurs d'activités pour les entreprises suisses sont les industries variées dont les spécialités pharmaceutiques et les produits de luxe.

Selon les statistiques de BNS (perspective suisse), le stock des investissements directs suisses au Liban s'élevait à CHF 95.1 millions à la fin de 2021 (2020 : CHF 93 millions). Fin 2021, les entreprises suisses au Liban employaient un total de 886 personnes (2020 : 811 personnes).[47]

L'ambassade suisse n'a pas eu connaissance d'investissements prévus par des entreprises suisses sur place.

[43] Rapport de la BdL
[44] Dans CNUCED World Investment Report 2022, p. 232 et article libnanews du 14 juin 2022.
[45] articleInvestmentMonitor du 14.06.2021, basé sur les données de la CNUCED
[46] unctad.org/WorldInvestmentReport2025.pdf p.255- 259 et LebanonThisWeek #869, 16-21 juin, p. 2
[47] Statistiques- office fédérale de la statistique /industrie-services et Données Banque Nationale Suisse

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

L'ambassade de Suisse à Beyrouth entretient des relations étroites avec les entreprises suisses au Liban. Elle leur offre, si nécessaire, une assistance et des possibilités de mise en réseau, soit directement, soit par le biais du Swiss Business Council – Lebanon (SBC-L). Le chef de mission suppléant et l'attachée commerciale de l'ambassade sont en contact étroit avec le SBC-L. Au cours du premier semestre 2025, le comité directeur du SBC-L a été renouvelé. Les contacts avec les entreprises suisses sont également entretenus par des visites de la cheffe de mission, des réunions de travail avec des PDG et des déjeuners d'affaires réguliers. Lors de visites importantes, l'ambassade invite des représentants de l'économie suisse à faire partie de la délégation.

Certaines entreprises apportent une contribution très appréciée au fonds culturel de l'ambassade. Les manifestations culturelles organisées régulièrement offrent aux entreprises suisses la possibilité de se présenter en tant que sponsors. L'ambassade collabore également de manière ponctuelle avec Suisse Tourisme, Présence Suisse et « Switzerland Global Enterprise ».

6.2 Intérêt du Liban pour la Suisse

6.2.1 Tourisme, éducation, autres services

La présence d'une importante diaspora libanaise en Suisse et la langue française facilitent les échanges entre les deux pays dans divers domaines. Il existe plusieurs vols directs par semaine entre Genève et Beyrouth, et les vols directs entre Zurich et Beyrouth – stoppés durant la guerre – devraient reprendre au mois d’août 2025 pour les périodes de forte affluence touristique.

La Suisse a toujours été une destination de vacances très prisée et les hautes écoles suisses jouissent d'une excellente réputation. De nombreux accords de partenariat et de coopération ont été conclus entre des institutions universitaires suisses et libanaises.

6.2.2 Investissements

L'ambassade n'a pas connaissance d'un intérêt spécifique pour de nouveaux investissements libanais en Suisse.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du Liban

	Année *2018*	2023, 2024, 2025 (idem)	Variation 2023/2022[48]	Variation 2023/2024 (est.)	Croissance 2025 (proj.)
Répartition du PIB			**-0.8%**	**-7.1%**	**4.7%**
Secteur primaire	**4.4%**	**6%**	**-0.2%**	**-7.1%**	**4.7%**
Secteur manufacturier	**12.0%**	**12.9%**	**0.1%**	**-7.1%**	**4.9%**
Services	**72.2%**	**78.4%**	**-1%**	**-7.1%**	**4.7%**
– dont services publics	-		-		

Répartition de l'emploi[2]	**2018**	**2020**	**2022**
Secteur primaire	**3.58%**	**3.66%**	**3.52%**
Secteur manufacturier	**21.25%**	**20.54%**	**20.43%**
Services	**75.17%**	**75.8%**	**76.05%**
– dont services publics			

Sources :

1- Les données de 2018, 2023 (2024 et 2025) sont prises du rapport de la BM publié le 20 juin (*economic indicators* p. 23). La BM est la seule à faire encore des projections à la différence du FMI. La projection de la répartition du PIB de 2025 ainsi que la croissance structurelle de l'économie entre 2022 et 2024 (colonnes ajoutées) ont été publiées dans Macro Poverty Outlook de la BM en avril 2025.

2- statista/employment-by-economic-sector-in-lebanon/

[48] Projections – similaire à 2022

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du Liban

	2022	2023	2024	2025(p)
PIB (USD Mia) **FMI**	24.748	23.607	28.28	Pas de données
PIB/habitant (USD)	4508.052	4'409.357	5'282.154	Pas de données
Taux de croissance (% du PIB réel) **FMI**	1	-0.7	-7.5	Pas de données
Taux d'inflation (%)	171.2	221.3	45.2- CAS	Pas de données
Taux de chômage (%)	11.6 29.6 (3)	11.5	-	Pas de données
BM	14.4	14.3	17.7	
Solde budgétaire° (% du PIB) **FMI**	-6.5	-0.1	0.36	0.01
BM	-2.9	0.5	0.5	Pas de données
Solde des transactions courantes (% du PIB) **FMI**	-29.4	-23.9	-18.2	Pas de données
Dette extérieure totale (% du PIB)	246.5	192.1	164.1	Pas de données
Service de la dette (% des exportations)	**-**	**-**	**-**	Pas de données
Réserves (mois d'importations) **FMI**	**5.27**	4.88	Pas de données	Pas de données

°inclus le paiement d'intérêt et services de la dette (overall balance)

Ratio Emploi/Population Ratio est de 30.6% en 2022 (CAS) et de 39% en 2024 (MPO)

Sources :

1- La source principale de référence est le FMI : imf.org/external/datamapper/profile/LBN et imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/LBN respectivement d'avril et mai 2025.
2- À titre indicatif et à défaut de données du FMI, les indicateurs sont pris du Macro Poverty Outlook de la BM en avril 2025 Macro-poverty outlook Banque mondiale- avril 2024 PDF et /data/lebanon. Pour un tableau avec les données complètes, cf. worldbank/data-lbn.pdf
3- Chiffres de CAS, le centre d'administration des statistiques (l'agence officielle des statistiques) cas.gov.lb/key-indicators-en
4- statista.com/unemployment-rate-in-lebanon/

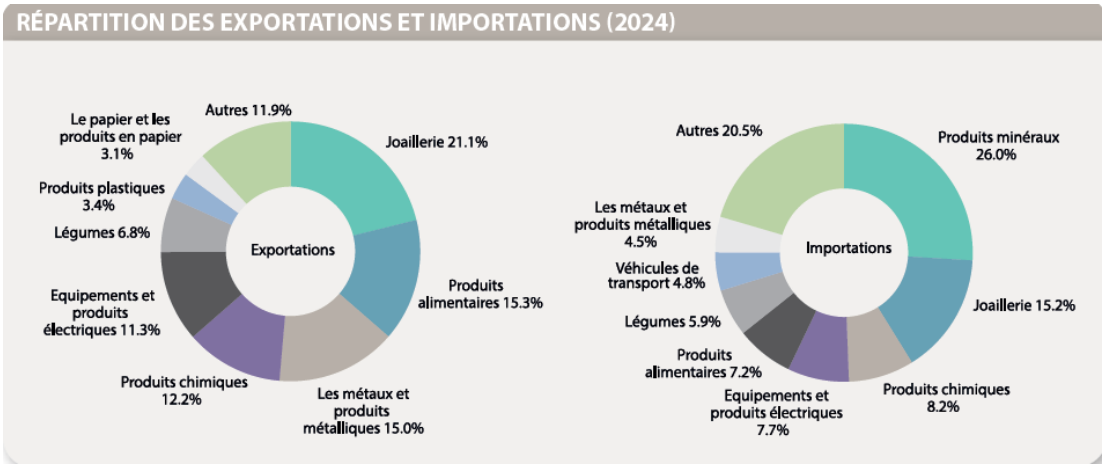
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

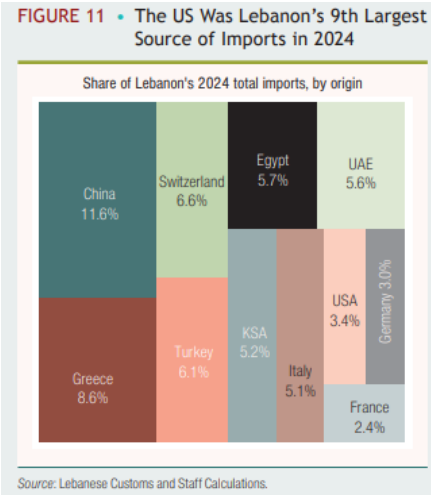
Partenaires commerciaux du Liban **année : 2024**

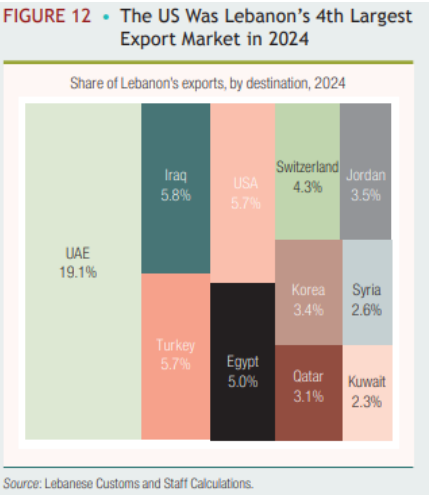
Perspective selon le Liban

Rang	Pays	Exportations *par le pays hôte* (USD millions)	Part	Var. (en % par rapport à 2023)	Rang	Pays	Importations *par le pays hôte* (USD millions)	Part	Var. (en % par rapport à 2023.)
1	Emirats Arabes Unis	516	19.1%	-12.7%	1	Chine	1,953	11.6%	-5.2%
2	Irak	157	5.8%	1.9%	2	Grèce	1,462	8.6%	*-13%*
3	Turquie	154	5.7%	-47.3%	*3*	*Suisse*	1,111	*6.6%*	-36.6%
4	Etats-Unis	153	6.65%	-%	4	Turquie	1,032	6.1%	-24.6
5	Égypte	135	5%	-18.7%	5	Égypte	963	5.7%	64.6%
6	*Suisse*	117	*4.3%*	*-19.3%*	6	Emirats Arabes	952	5.6%	78.6%
	UE	396	14.6%	-2.5%		UE	5,431	32%	-11.6%
	Total	2,707	100 %	-9.6%		Total	16,902	100 %	-3.5%

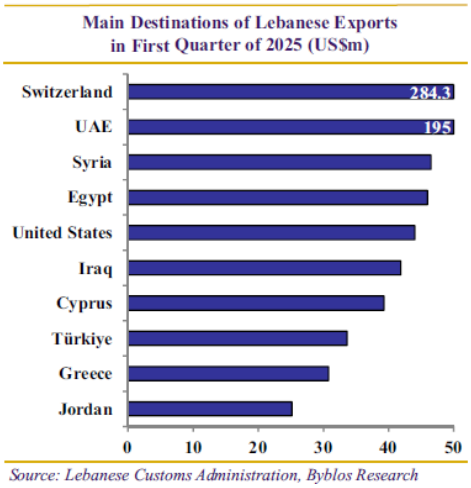
Source: L'Administration des douanes libanaises . Selon la plateforme Swiss-Impex de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, les exportations libanaises vers la Suisse atteignent environ 126Mn CHF, alors que les importations libanaises depuis la suisse 883Mn CHF (cf. tableau, annexe suivant)







Premier trimestre de 2025



Source : La douane libanaise, dans LebanonThisWeek #866,26- 31 mai 2025 p.4

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Perspective selon la Suisse

Total général: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités.

	Export (Mio. CHF)	*Variation (%)**	**Import** (Mio. CHF)	*Variation (%)*	**Solde**** (en Mio.)	**Val. totale***** (en Mio.)
2019	437.20	-24.6	1091.57	436	-654.36	1528.76
2020	389.39	-10.9	1017.36	-6.8	-627.97	1406.75
2021	348.12	-10.6	420.35	-58.7	-72.23	768.46
2022	655.12	88.2	153.65	-63.4	501.47	808.77
2023	1554.22	137.2	158.23	3.0	1395.94	1712.50
2024	**883.53**	**-43.15**	**126.83**	**-19.8**	**756.7**	**1010.36**

*) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

**) Différence entre la valeur d'exportation et la valeur d'importation (en Mio. CHF)

***) Somme de la valeur d'exportation et de la valeur d'importation (en Mio. CHF)

Exportations	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
1. Métaux précieux et pierres gemmes	89.7	80.7
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	4.7	8.7
3. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	3.8	7.1
4. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	0.3	1.1

Importations	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
1.Métaux précieux et pierres gemmes	76.4	78
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	18.3	16.6
3. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche 01	3.2	2.4
4.Textiles, habillement, chaussure	0.73	0.78

Total "conjoncturel": sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités.

	Export (Mio. CHF)	*Variation (%)*	**Import** (Mio. CHF)	*Variation (%)*	**Solde***** (en Mio.)	**Volume****** (en Mio.)
2019	340.20	-2.5	21.90	-71.2	318.30	362.1
2020	252.24	-25.9	29.62	35.2	222.62	281.86
2021	194.93	-22.7	35.89	21.2	159.04	230.82
2022	163.08	-16.3	8.54	-76.2	154.54	171.62
2023	159.13	-2.4	36.50	327.4	122.63	195.62
2024	**169.67**	**6.6**	**26.55**	**-27.3**	**143.12**	**196.22**

*) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

**) Différence entre la valeur d'exportation et la valeur d'importation (en Mio. CHF)

***) Somme de la valeur d'exportation et de la valeur d'importation (en Mio. CHF)

Exportations	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
1. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	46.0	45.6
2. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	37.0	37.3
3. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	3.3	5.8
4. Machines, appareils, électronique	*2.6*	4.1
5.Textiles, habillement, chaussures	5.3	3.8

Importations	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
1. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	79.3	78.9
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	14.0	11.4
3. Textiles, habillement, chaussures	3.2	3.7
4. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	0.4	2.5

Source : Plateforme Swiss-Impex de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

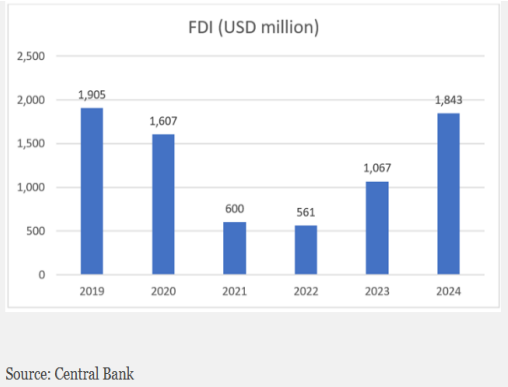
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

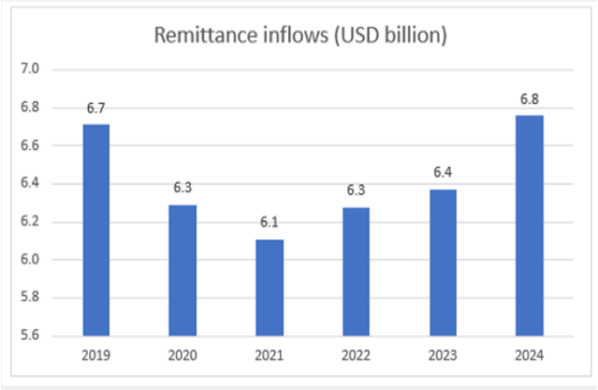
Principaux pays investisseurs au Liban **année : 2022**

Rang	Pays	Investissements directs (million USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (million USD)
1	Luxembourg	735	24.44%	-13.22%	847
2	France	656	21.81%	187.71%	228
3	EAU	325	10.8%	6.55%	305
4	Lybie	167	5.55%	16.78%	143
5	Jordanie	154	5.12%	-9.94%	171
6	Syrie	136	4.52%	1.49%	134
7	Iles vierges américaines	135	4.48%	-11.18%	152
8	Bermudes	128	4.25%	9.4%	117
9	Etats-Unis	120	3.99%	27.65%	94
10	Malte	109	3.62%	109 x	0
19	*Suisse*	14	*0.46%*	0	14
	Total	3'007	100%	15.69	2599

Source : Direct Investment positions by Counterpart Economies (il n'y a pas données sur les investissements de l'UE). Tri pour les 20 premiers pays investisseurs (« Inward Top 20 »). Il n'y a pas de données plus récentes pour le Liban.

Investissements directs étrangers





BdL dans businessnews du 13 juin 2025

Businessnews du 4 juin 2025